

## **I. Aperçu des parties prenantes impliquées dans la promotion du travail décent dans le secteur agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre**

Une grande variété d'acteurs interviennent dans la promotion du travail décent dans la sous-région : les autorités nationales et les partenaires sociaux, les organisations internationales et le Bureau International du Travail (BIT) en particulier, de nombreuses organisations non-gouvernementales (ONG) travaillant notamment à la promotion du coton - commerce équitable (et bio-équitable), et un certain nombre d'initiatives multi-parties prenantes.

La prévalence de la pauvreté dans le secteur agricole des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre incite les différents acteurs à focaliser leurs ressources sur les défis les plus pressants et notamment sur la création d'emplois – le sous-emploi (des jeunes) étant un problème majeur dans la plupart des marchés du travail sous-régionaux –, ainsi que sur les pires formes de travail des enfants qui sont fréquentes dans le secteur agricole.

Cette étude se propose de donner un aperçu général des acteurs et des pratiques de promotion du travail décent dans l'agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Nous nous servirons principalement d'exemples concernant le Mali et le Burkina Faso, pays focaux des projets-pilotes de la BCI. L'étude s'intéressera particulièrement, dans la lignée des critères élaborés par la BCI, à l'aspect normatif du travail décent plutôt qu'à la création d'emplois qui demeure toutefois, comme nous l'avons rappelé, d'une importance particulière.

### **Les autorités nationales maliennes**

Signe de l'importance du concept de travail décent dans la politique malienne, un forum national sur le travail décent s'est tenu au début du mois d'octobre 2008, sous l'égide du Président de la République et organisé par le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat en collaboration avec le BIT.

Au Mali, les principaux ministères en charge des questions liées au travail décent sont le Ministère du Travail de la Fonction Public et de la Reforme de l'Etat et le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Trois directions nationales assurent la mise en œuvre des prérogatives de ces Ministères : les Directions Nationales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

En outre, depuis 2004 une cellule nationale de lutte contre le travail des enfants a été créée et est rattachée à la Direction Nationale du Travail.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille intervient aussi dans le domaine de la mise en œuvre des politiques nationales de promotion de l'enfant et de la femme, notamment de la femme rurale. Ce ministère est également engagé dans la lutte contre le trafic transfrontalier des enfants entre le Mali et les pays de la sous-région.

Chargée de surveiller la bonne mise en application du droit du travail et de la législation en matière d'hygiène et de sécurité au travail et placée sous l'autorité des directions nationales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, l'inspection du travail joue aussi un rôle dans la promotion du travail décent. Forte d'une cinquantaine d'inspecteurs du travail et d'un réseau de contrôleurs du travail, l'institution souffre du manque de ressources pour mener à bien sa mission. De plus, l'informalité qui prédomine dans le secteur agricole pose des défis supplémentaires aux inspecteurs du travail qui n'ont bien souvent pas les moyens matériels leur permettant de conduire leurs inspections en dehors des centres urbains ni reçu les formations suffisantes pour adapter leurs méthodes d'inspection aux particularités de ce secteur.

**Encadré 1 : Actualisation de la liste des travaux dangereux interdit aux enfants du Mali**

Le Mali a ratifié les Conventions du BIT 138 et 182 en 2002 et en 2000. Toutefois, c'est dès le début des années 1990 que le gouvernement du Mali s'est engagé dans la lutte contre le travail des enfants. Le Code du Travail adopté en 1992 interdit le travail des mineurs de moins de 14 ans (sauf dérogation du ministre chargé du travail). Quelques années plus tard, en 1996, un Décret a établi une liste des travaux dangereux qui est annexée au Code du Travail.

Le travail des enfants au Mali est toujours à un niveau préoccupant et touche particulièrement les enfants en milieu rural. Selon le rapport d'enquête nationale sur le travail des enfants au Mali réalisé en 2005<sup>1</sup> un peu plus de trois millions d'enfants sont économiquement actifs au Mali. Parmi les enfants économiquement actifs, près de 60% travaillent dans le secteur agricole. Parmi les enfants de 5 à 14 ans 93% des enfants économiquement actifs exercent un travail susceptible de porter atteinte à leur santé physique ou morale et 40% sont engagés dans les pires formes de travail des enfants. Enfin, parmi les enfants de 5 à 17 ans engagés dans des formes de travaux pouvant porter atteinte à leur santé physique ou morale, plus de 65% sont astreints à un travail dangereux. De ce constat, découle à la fois la nécessité de procéder à un état des lieux des actions réalisées pour lutter contre le travail des enfants ainsi que la nécessité de procéder à l'actualisation de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants. Cette actualisation est actuellement en cours et nous reprenons ci-dessous les propositions qui ont été formulées.

**Décret de 1996**

Le décret interdit d'employer les enfants à certains travaux dans le secteur agricole tels que l'égrenage du coton, le dépôt et la fabrication d'engrais au moyen de matière animale.

**Propositions formulées dans le cadre de l'étude sur l'actualisation de la liste des travaux dangereux<sup>2</sup>**

En vue de l'actualisation de la liste des travaux dangereux il a été proposé d'allonger considérablement la liste des travaux considérés dangereux dans l'agriculture, notamment parce qu'ils exposent les enfants à des poussières nuisibles, maladies spéciales ou blessures. Cette nouvelle liste pourrait ainsi inclure :

Défrichage, Ramassage des chaumes, Brûlis, Tenus des bœufs de labour, Tenue de la charrue, Chasse des bœufs de labour, Semis, Repiquage, Mise en boue, Démarrage, Transport de fumier, Epandage d'engrais, Sarclage, Binage, Manipulation des produits Toxiques, Epuration, Buttage, Garde des oiseaux, Casse de tiges, Coupe des épis, Transport épis, Mise en moyettes. Mise en meules, Battage, Vannage, Transport des produits, Décorticage, Transport après décorticage.

<sup>1</sup> Enquête Nationale sur le travail des enfants au Mali, 2005 – étude sur la problématique du travail des enfants au Mali : Analyse des politiques, programmes et institutions – Activités préparatoires TBP BIT/IPEC-Mali, 2006 ; [www.ucw-project.org/cgi-bin/ucw/Survey/Main.sql?come=Ucw\\_Tables.sql](http://www.ucw-project.org/cgi-bin/ucw/Survey/Main.sql?come=Ucw_Tables.sql)

<sup>2</sup> Rapport de l'étude sur l'actualisation de la liste des travaux dangereux du Mali, A. Bengaly, 2007.

### Les autorités nationales Burkinabès

Au Burkina Faso, le Ministère du travail et de la sécurité sociale est le ministère en charge des questions liées au travail décent. Parmi ses attributions, le Ministère du travail et de la sécurité sociale est chargé de promouvoir et mettre en œuvre les principes et droits fondamentaux au travail et pour ce faire peut s'appuyer notamment sur la Direction Nationale du Travail ainsi que sur son système d'inspection du travail.

Il convient de noter que le Burkina Faso s'est doté d'un nouveau code du travail en mai 2008<sup>3</sup>. Ce dernier renvoie à un décret le soin d'établir la liste des travaux interdits aux enfants. Avec cet objectif, le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale a organisé, en juillet 2008 à Ouagadougou, un atelier de validation de l'étude sur la détermination des travaux dangereux interdits aux enfants. Le Ministre du travail a aussi d'ores et déjà annoncé que cette nouvelle liste serait appliquée avec vigueur et que les directeurs régionaux du travail et de la sécurité sociale, points focaux de la Direction de la lutte contre le travail des enfants, seront activement mis à contribution.

D'autres Ministères bénéficient d'attribution importante concourant à la promotion du travail décent au Burkina Faso. C'est le cas notamment du Ministère de l'Economie et des Finances qui est chargé, entre autres, de la mise en œuvre du programme national plateformes multifonctionnelles.

### Organisations internationales et intergouvernementales

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, une multitude d'organisations internationales, d'agences de coopération internationale et de développement et d'ONG participent à la promotion du travail décent dans l'agriculture et à l'amélioration des normes du travail en particulier. Leur travail est souvent mené en étroite collaboration avec les autorités nationales et cherche à s'inscrire dans le cadre des documents stratégiques de lutte contre la pauvreté.

L'organisation la plus active dans ce domaine est sans nul doute le BIT. Le BIT bénéficie de deux bureaux sous-régionaux ; un basé à Dakar, Sénégal (ex-Abidjan) qui couvre principalement les pays d'Afrique de l'Ouest, et un basé à Yaoundé, Cameroun qui couvre les pays d'Afrique du Centre. Chaque bureau sous-régional compte entre 30 et 40 d'employés spécialistes et chargés de la mise en œuvre des différents programmes au niveau sous-régional et national (mise en œuvre de la Déclaration, travail et traite des enfants, activités à hautes intensités de main d'œuvre). Dans chacun des pays couverts par ces bureaux sous-régionaux l'action du BIT est relayée par un point focal ou tout simplement par les coordinateurs nationaux des différents programmes actifs dans le pays. Ainsi, au Mali un point focal et plusieurs coordinateurs nationaux assurent la mise en œuvre des différents projets actifs. Deux des plus importants programmes du BIT au niveau régional sont mis en œuvre dans le cadre du programme

---

<sup>3</sup> [www.mtss.gov.bf/SiteMtss/legislation-reglementation/travail/code-travail.pdf](http://www.mtss.gov.bf/SiteMtss/legislation-reglementation/travail/code-travail.pdf)

international pour l'élimination du travail des enfants (BIT-IPEC) ; WACAP (Programme ouest-africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale) et LUTRENA (Projet sous-régional de lutte contre le trafic des enfants à des fins l'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et du Centre). Toujours dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants le Bureau des activités pour les employeurs du BIT (ACT/EMP) est aussi très actif dans la région, et appuie les efforts du patronat malien et de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) pour aborder le travail des enfants dans la filière coton.

**Encadré 2 : Etude du BIT sur le travail des enfants dans la filière coton au Burkina Faso**

Bien que nous n'ayons pas obtenu d'information récente sur cette initiative, il faut noter que le BIT-IPEC devait avoir commissionné une étude dont le but serait d'analyser la situation des enfants travailleurs dans les zones cotonnières de la Boucle du Mouhoun au Nord-est du Burkina Faso. Pour ce faire, cette étude est censée réaliser une estimation sur la prévalence du travail des enfants, de décrire la nature de leur travail et des autres conditions de travail (en insistant sur les pires formes de travail des enfants) et d'évaluer les revenus générés pour les enfants et leurs familles.<sup>4</sup>

L'agence de Nations Unies pour le Développement (PNUD) est aussi très présente dans la région. Le PNUD travaille en partenariat avec les autorités nationales, les autres organisations internationales et les représentants de la société civile à la mise en place de programmes pour lutter contre la pauvreté. Afin de tenir compte de l'importance du secteur agricole dans l'économie des pays de la zone et de la pauvreté en milieu rural les programmes du PNUD visent fréquemment ces secteurs.

Le Fonds des Nation Unies pour l'Enfance (UNICEF) est aussi très actif dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre notamment dans le domaine de la lutte contre la traite des enfants en vue de leur exploitation par le travail.

Dans le cadre de l'assistance technique apportée aux gouvernements des pays en développement notamment dans le domaine du développement rural, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise dans la région des formations pour promouvoir l'agriculture durable.

De nombreuses agences de coopération internationale et de développement sont aussi implantées dans la région. Au Mali et au Burkina Faso, les agences de coopération et de développement française, suisse, belge, luxembourgeoise, allemande, canadienne et américaine sont parmi les plus actives. La plupart de ces agences offrent un appui technique et financier dans le cadre de programme visant à lutter contre la pauvreté à travers, notamment, le renforcement du secteur agricole et des producteurs de coton en particulier.

---

<sup>4</sup> Contact BIT-IPEC Burkina: Makan TRAORE, Inspecteur du Travail – [travaildesenfants@fasonet.bf](mailto:travaildesenfants@fasonet.bf) +226 7652 1111

### **Syndicats et organisations d'employeurs/producteurs dans le secteur agricole**

Tant au Mali qu'au Burkina Faso, les travailleurs jouissent de la liberté d'association et bénéficient de mécanismes de négociation collective. Toutefois, l'importance de l'économie informelle et du secteur agricole dans ces deux pays restreint l'effectivité de ces libertés.

Au Mali et au Burkina, les travailleurs bénéficient en outre d'une grande pluralité syndicale.

Au Mali, les deux principales centrales syndicales (Union Nationale des Travailleurs Malien – UNTM et Confédération Nationale de Travailleurs Malien – CSTM) maintiennent une grande autonomie vis-à-vis du Gouvernement, entretiennent de bonnes relations avec la principale organisation employeur et ont des organisations affiliées dans le secteur agricole. L'UNTM en particulier est très présente dans les entreprises d'égrenage et de filage du coton.

L'affilié malien de l'IUTA (IUF) est (censé être) le SYNAPE (Syndicat national de la production et de l'environnement), qui est membre de la famille UNTM. Pourtant l'UNTM confirme que le SYNAPE est en cours de dissolution, ayant mis en place un plan d'unification avec le SYNAPRO (Syndicat national de la production – qui représente la plupart des employés de la CMDT). Les deux syndicats adopteront l'identité du SYNAPRO, non-affilié à la CMDT.

Au Burkina Faso, les deux principales centrales syndicales sont l'Organisation Nationale des Syndicats Libres (ONSL) et la Confédération Syndicale Burkinabè (CSB). Parmi les Fédérations membres de ces confédérations, on peut citer la fédération des agriculteurs, planteurs, éleveurs et maraîchers (FNAPEM) et le Syndicat national des travailleurs de l'agriculture (SYNATRAG), tous deux affiliés à l'Union des travailleurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'hôtellerie du monde entier (UITA-IUF). Faute de statistiques, il est peu vraisemblable que ces deux syndicats représentent un grand nombre des travailleurs informels impliqués dans la culture du coton en milieu rural.

Côté employeur, le Conseil National du Patronat Malien (CNPM) est la première organisation patronale au Mali et représente 33 organisations professionnelles dont certaines dans le secteur agricole. Le CNPM est très impliqué sur les questions de travail, de relations industrielles et aussi de responsabilité sociale des entreprises. Au Burkina Faso, la principale organisation d'employeurs est le Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB).

Dans le contexte de cette recherche, il est important de souligner que les organisations patronales classiques ne représentent que les entreprises de l'économie formelle qui elles-mêmes ne représentent qu'une petite partie de l'économie. L'économie informelle étant particulièrement répandue dans le secteur agricole, il convient donc de ne pas omettre les autres organisations représentatives des acteurs du secteur telles que les associations de producteurs et les chambres d'agriculture qui, dans le cadre de leur mission de promotion des intérêts de leurs membres, peuvent contribuer à la promotion du travail décent dans le secteur agricole. Le partenariat entre l'Association des Producteurs de Coton Africain et de

l'Initiative « Better Cotton » en est l'exemple le plus caractéristique mais il existe aussi d'autres exemples significatifs. Au Mali par exemple, l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCAM) a été mandatée dans le cadre de la Loi d'Orientation Agricole 2006 afin de faire des recommandations sur l'application de la législation du travail dans le secteur agricole.

## Initiatives multi-parties prenantes et autres acteurs privés

### Au niveau national

Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et du centre la société civile est très dynamique. Il y a donc une multitude d'ONG travaillant dans le domaine de la promotion des droits humains, des droits de la femme et de l'enfant, de l'appui aux populations défavorisées.

Parmi ces ONG nous avons identifié ENDA Tiers Monde. Créée dans les années 70 au Sénégal, sa ligne d'action principale est la lutte contre la pauvreté avec une implication dans les débats internationaux pour faire entendre et admettre les positions du tiers-monde. Une des équipes d'ENDA Tiers Monde s'intéresse plus particulièrement aux enfants et jeunes travailleurs et a récemment publié un rapport sur la traite des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle a aussi joué un rôle décisif dans la formation du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) qui est désormais aussi soutenu par des ONG occidentales telles que Plan International et Save the Children. Ce mouvement, initié en 1994, a pour but de soutenir l'éducation, l'alphabétisation, les soins de santé, la liberté d'expression, la sécurité dans le travail, et lutte contre la violence faite aux enfants, leur exploitation et leur trafic.

Au Mali, l'Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif (AMADIP) apparaît aussi comme particulièrement active dans le domaine des normes du travail, notamment dans la filière coton. AMADIP est aussi le partenaire malien de la campagne EJF-ILRF sur le travail des enfants dans le coton.

### Au niveau international

Il faut souligner qu'un grand nombre d'instituts de recherche ou d'ONG travaillent dans les domaines des aspects sociaux de la culture du coton et de l'exploitation des enfants dans cette filière. Parmi les dernières publications parues, on peut citer les travaux Youssouf Sanogo de l'Université du Québec sur le commerce équitable et développement durable dans la filière coton du Mali<sup>5</sup>, d'Albertine de Lange sur le trafic des enfants aux fins d'exploitation par le travail dans le secteur du coton au Burkina Faso publié par IREWOC<sup>6</sup> ainsi que les rapports de l'ONG Environmental Justice Foundation sur le coton<sup>7</sup>. Dans le secteur agricole en général on peut

---

<sup>5</sup> Y. Sanogo, Commerce équitable et développement durable : la filière coton au Mali, Université du Québec en Outaouais, 2007 [www.uqo.ca/observer/EconSoc/Solidarite/CommerceEquitable/Coton.pdf](http://www.uqo.ca/observer/EconSoc/Solidarite/CommerceEquitable/Coton.pdf)

<sup>6</sup> A. de Lange, Child labour migration and trafficking in Burkina Faso's South-Eastern cotton sector, 2006 [www.childlabour.net/docs/albertinedelange\\_trafficking\\_burkina\\_FINAL\\_19-09.pdf](http://www.childlabour.net/docs/albertinedelange_trafficking_burkina_FINAL_19-09.pdf)

<sup>7</sup> [www.ejfoundation.org/](http://www.ejfoundation.org/)

citer les travaux du centre de recherche FAFO<sup>8</sup> ou encore les nombreux travaux de recherche d'ONG travaillant dans la filière cacao en particulier<sup>9</sup>.

### *Cacao et autres cultures*

Le problème du travail des enfants dans la filière cacao et notamment la filière cacao en Côte d'Ivoire a bénéficié de l'attention de nombreuses organisations depuis près d'une dizaine d'années.

Créée en 2002, l'International Cocoa Initiative (ICI) est un partenariat réunissant ONG, syndicats, transformateurs de cacao et grandes marques de chocolat. Forte d'une équipe de 4 personnes au siège de Genève et de deux bureaux régionaux (Abidjan et Accra) dirigés par des coordinateurs de programmes, l'ICI s'emploie à prévenir et à éradiquer l'exploitation des enfants et le travail forcé dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest.

Une autre organisation travaillant dans le secteur cacao, la World Cocoa Foundation réunit plus de 60 compagnies travaillant dans le secteur afin de promouvoir une économie durable et le développement social et environnemental des communautés productrices.

Toujours dans le domaine du Cacao, l'UTZ Certified Cocoa est un programme de certification qui a commencé dans le secteur du café et s'intéresse maintenant à la filière cacao, notamment ouest-africaine. Le principe du programme est de collaborer avec les principaux acteurs présents dans la filière, les autorités gouvernementales et la société civile afin de développer un code de conduite dans la filière et de développer et de mettre en application un système de base de certification et de traçabilité pour le cacao durable. (L'UTZ se dote d'un partenariat avec l'ONG néerlandais Solidaridad, ce dernier étant spécialisé dans le renforcement des capacités et l'appui aux petits producteurs.)

Dans le même sens, Rainforest Alliance est une organisation basée aux Etats-Unis dont le travail consiste à préserver la biodiversité ainsi que le caractère durable des sources de revenus des producteurs. Dans le domaine de l'agriculture, Rainforest Alliance utilise la certification sociale et environnemental qui comportent notamment des critères sociaux tels le respect de normes minimum du travail et le refus de toute discrimination. En Côte d'Ivoire, Rainforest Alliance travaille en partenariat avec notamment l'agence de développement allemande GTZ, l'USAID, la compagnie Kraft et le gouvernement ivoirien et à un réseau de 6 coopératives représentant 1000 producteurs.

---

<sup>8</sup> [www.fafo.no/indexenglish.htm](http://www.fafo.no/indexenglish.htm)

<sup>9</sup> Voir par exemple :

[www.treecrops.org/links/publications/Main\\_d'oeuvre\\_infantile.pdf](http://www.treecrops.org/links/publications/Main_d'oeuvre_infantile.pdf);

[www.antislavery.org/homepage/resources/PDF/PDFchildlabour.htm#cocoa](http://www.antislavery.org/homepage/resources/PDF/PDFchildlabour.htm#cocoa);

[www.globalexchange.org/campaigns/fairtrade/cocoa/chocolatereport05.pdf](http://www.globalexchange.org/campaigns/fairtrade/cocoa/chocolatereport05.pdf);

[www.laborrights.org/files/Cocoa%20Protocol%20Success%20or%20Failure%20June%202008.pdf](http://www.laborrights.org/files/Cocoa%20Protocol%20Success%20or%20Failure%20June%202008.pdf)

[www.worldcocoafoundation.org/info-center/document-research-center/documents/Nkamleu2006.pdf](http://www.worldcocoafoundation.org/info-center/document-research-center/documents/Nkamleu2006.pdf);

[www.hrw.org/reports/2003/togo0403/togo0403.pdf](http://www.hrw.org/reports/2003/togo0403/togo0403.pdf)



Partenariat public-privé soutenu par USAID, le programme des cultures arboricoles durables (Sustainable Tree Crops Program – STCP) vise à promouvoir la croissance des revenus des producteurs de cultures arboricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre d'une manière environnementalement et socialement responsable. Le programme est notamment actif en Côte d'Ivoire, dans la filière cacao.

Prenant en compte la multiplication des initiatives dont une des composantes essentielle est la certification de la « durabilité » sociale du cacao, l'International Cocoa Verification Board<sup>10</sup> (ICVB, Comité de suivi de la vérification indépendante) se décrit comme un organisme multipartite à but non-lucratif réunissant de nombreux acteurs qui a été réuni sur convocation de Verité en décembre 2007, afin de garantir que les efforts de certification pour évaluer la fréquence du travail des enfants ou du travail forcé des adultes dans les zones de production du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana soient vérifiés de façon indépendante.

Dans le cadre de l'initiative ISEAL Alliance, le projet de responsabilité social pour une agriculture durable (Social Accountability in Sustainable Agriculture – SASA – qui réunissait les principaux systèmes de certification ; FLO, SAI, SAN et IFOAM) a œuvré aussi dans la sous-région. L'objectif de SASA était d'améliorer les procédures d'audit social dans l'agriculture et de permettre une plus grande coopération et l'échange d'information entre les différentes initiatives participantes. Avec cet objectif, SASA a effectué un audit-pilote intégré dans la filière de la mangue au Burkina Faso en 2003 (voir p.21).

Pour finir on peut noter le travail de l'ONG Save the Children (Canada) dans le domaine de la prévention et l'éradication du travail et de la traite des enfants notamment dans la filière cacao en Afrique de l'Ouest. Dans cette région l'organisation a mis en place plusieurs projets visant notamment la traite des enfants en provenance du Mali ou du Burkina Faso.

### Coton

Le coton quant à lui a notamment bénéficié du travail réalisé par les organisations actives dans le domaine du commerce équitable.

Par exemple, l'organisation suisse Helvetas de coopération et de développement travaille au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal et au Bénin, pays dans lesquelles Helvetas cherche à développer la culture du coton biologique et équitable (bio-équitable) depuis 2002.

En Afrique de l'Ouest l'organisation Fair Labelling Organization (dans l'espèce, Max Havelaar) a initié la filière coton équitable avec le soutien du groupe français DAGRIS. Max Havelaar délivre le label coton équitable selon un cahier des charges qui prévoit l'interdiction du travail des enfants, la participation des femmes et l'organisation des paysans en coopératives. La certification est ensuite assurée par un organisme indépendant de certification FLO-CERT qui

---

<sup>10</sup> [www.cocoaverification.net](http://www.cocoaverification.net)



s'appuie sur un réseau d'inspecteurs locaux qui se rendent dans chacune des coopératives et plantations certifiées pour vérifier que les standards internationaux sont bien appliqués.

L'Organisation Néerlandaise de développement SNV travaille quant à elle avec les producteurs de coton au Bénin, Burkina Faso, Mali, Guinée-Bissau et au Sénégal afin de les aider à renforcer leurs connaissances de base et leur pouvoir de négociation au niveau local et international.

Soutenu notamment par la société allemande Otto, et l'agence de développement allemande – GTZ, le partenariat public-privé « Cotton Made in Africa » apporte aux entreprises commerciales associées la possibilité de renforcer leur demande en coton issu de systèmes de production durable. Un des objectifs du projet Cotton Made in Africa est d'améliorer les conditions de vie des petits paysans africains (Burkina Faso (est/SOCOMA) et Bénin en particulier) et de leurs familles et de lutter contre le travail des enfants en particulier.

L'ONG Oxfam travaille, elle avec des organisations locales partenaires pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le respect des droits de l'homme notamment à travers des actions de sensibilisation du public et de renforcement des capacités des personnes vulnérables à développer au Mali un programme d'appui aux producteurs de coton<sup>11</sup>.

## **Principaux programmes et projets visant la promotion du travail décent dans le secteur agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre**

La plupart des acteurs décrits dans la première partie de ce document mettent en place des programmes ou projets visant la promotion du travail décent dans l'agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre et notamment dans la filière coton. L'importance et la diversité des activités mises en place dans d'autres secteurs agricoles et notamment dans la filière cacao nous conduiront à aborder, dans un deuxième temps les différents programmes et projets mis en place dans l'agriculture et dans la filière coton en particulier.

### **Spécifiques au Coton**

Une grande variété de programmes et projets visant la promotion du travail décent dans la filière coton et notamment le travail des enfants sont mis en place dans la région de l'étude par une multitude d'acteurs nationaux et internationaux.

#### **Programmes nationaux**

Au niveau national, nous avons identifié trois programmes qui visent la promotion du travail décent dans la filière coton. Ces programmes sont mis en œuvre par un partenaire social, une entreprise ou une ONG.

Ayant pris conscience de la prévalence de formes informelles de travail des enfants dans les entreprises sous-traitantes de la filière coton, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM)

---

<sup>11</sup> [www.oxfam.org.uk/resources/countries/mali\\_campaign.htm](http://www.oxfam.org.uk/resources/countries/mali_campaign.htm)

a initié un programme d'appui à la lutte contre le travail des enfants avec le soutien du bureau des activités pour les employeurs du BIT (ACT/EMP) basé à Dakar. Ce programme a démarré en 2006 et couvre principalement les zones de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) : *Koutiala, Sikasso, Bougouni, Ségou et Fana*. Deux organes sont chargés de sa mise en œuvre : un comité de pilotage qui réunit en plus du CNPM, les organisations syndicales (UNTM, CSTM, le syndicat des producteurs), la CMDT et des comités locaux de suivi qui sont le relais à la base. Les objectifs de ce programme sont, entre autres :

- l'abolition du travail des enfants dans les zones CMDT,
- le retrait des enfants des pires formes de travail,
- la proposition d'alternatives aux enfants retirés et l'empêchement des autres enfants de faire des travaux dangereux.

Les principaux groupes cibles de ce programme sont : les exploitants agricoles, les parents et tuteurs et les enfants. De son démarrage à nos jours les principales activités réalisées sont<sup>12</sup> :

- la traduction des conventions 138 et 182 dans les principales langues des régions CMDT (Senoufo, Minianka et Bambara)
- les émissions radiophoniques dans le cadre de la sensibilisation,
- l'organisation de matchs de football et de concerts de musique et
- la distribution de 1000 affiches et 1000 T-shirts.

Dans la dernière phase du projet, les familles à plus fort besoins (et donc les plus vulnérables au phénomène de travail des enfants) ont été identifiées et des équipements tels que des moulins ou des charrues ont été mis à leur disposition.

Mise à part sa participation dans ce projet, la CMDT a un rôle proactif dans le développement du coton bio-équitable au Mali notamment à travers sa participation au projet commerce équitable du coton qui réunit l'Association Max Havelaar, le Groupe Dagrif et les représentants des sociétés cotonnières. Dans ce cadre, la CMDT a notamment participé à la charte sur la qualité du coton malien en commerce équitable qui renforce les mesures énoncées dans les Standards FLO et définit les techniques agricoles à respecter pour préserver au mieux l'environnement et obtenir une fibre de qualité. De plus, la CMDT assure l'encadrement technique des producteurs en zone de coton équitable de façon qu'ils respectent les ententes et produisent du coton de qualité.

Toujours au Mali, l'Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif (AMADIP) travaille plus spécifiquement dans les zones de M'Pessoba, Koutiala, Bougouni and Bamako. L'éducation, la protection des droits de femmes et des enfants et enfin le développement rural dans la filière coton font partie de ses priorités. Dans ce sens AMADIP s'est associé avec l'Alliance des Radios Communautaires (ARCOM) en 2004 pour produire un

---

<sup>12</sup> Rapport de l'étude sur l'actualisation de la liste des travaux dangereux du Mali, A. Bengaly, 2007

programme sensibilisant à la question de l'accès à l'éducation des enfants. Dans le domaine plus spécifique de la lutte contre le travail des enfants, AMADIP a organisé en 2005 trois ateliers de travail sur les pires formes de travail des enfants et les lois applicables dans ce domaine. Ces ateliers avaient pour bénéficiaires principaux les femmes des communautés productrices de coton de M'Pessoba.

### Programmes internationaux

En Afrique de l'Ouest, et notamment au Mali et au Burkina Faso, Helvetas mène un programme de promotion du coton biologique et équitable en collaboration avec le Secrétariat suisse d'Etat à l'économie (SECO) et la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). La stratégie de ce programme lancé en 2004 consiste à intégrer les acteurs existants de la filière coton et de faciliter des partenariats entre les producteurs, leurs organisations, les égreneurs, les commerçants, les filateurs et enfin les vendeurs de textiles en Suisse et en Europe. Au Burkina Faso, c'est l'Union Nationale des Producteurs de Coton (UNPCB) qui, par exemple, détient la maîtrise d'ouvrage de ce programme avec l'appui d'Helvetas. Comme mentionné auparavant, la certification coton équitable requière des producteurs qu'ils respectent les normes spécifiques du label Max Havelaar en matière de justice sociale, de conditions de travail, de refus du travail des enfants entre autres. Selon Anne-Sophie Gindroz, responsable d'Helvetas au Mali, la définition du travail des enfants – interdit par le label équitable – pose problème. « *En Afrique, la socialisation des enfants passe par le travail au champ. Si on a d'abord insisté sur une définition stricte, aujourd'hui nous en adoptons une plus souple, qui interdit les pires formes de travail, celles qui empêchent les enfants d'aller à l'école* »<sup>13</sup>.

En octobre 2003, l'organisation Fair Labelling Organization/Max Havelaar a sélectionné quatre pays : le Mali, le Sénégal, le Cameroun et le Burkina-Faso pour lancer son initiative coton équitable. Dans ce sens, des réunions avec les producteurs ont été organisées afin de définir les zones de production, de fixer un prix minimum garanti et de présenter les standards du commerce équitable. Les organisations de producteurs reçoivent une prime de développement pour financer des projets décidés par la communauté. En échange, elles s'engagent à émettre des statuts, organiser des assemblées et assurer une totale transparence. Elles doivent également privilégier la participation des femmes et en matière d'environnement, bannir certains pesticides et refuser l'achat et l'utilisation de semences OGM. En matière de développement social ou de conditions de travail, les critères liés à la certification du coton équitable contenu dans les standards génériques du commerce équitable sont alignés avec les Conventions Internationales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

A noter aussi que FLO a introduit depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008 un nouveau prix minimum garanti du coton équitable qui tient compte des disparités entre les différentes régions de production.

---

<sup>13</sup> [www.infosud.org/spip/spip.php?article1146](http://www.infosud.org/spip/spip.php?article1146)

**Encadré 3 : Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) et le coton bio-équitable<sup>14</sup>**

Au Burkina Faso se tient le salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) entre le 30.10.08 et le 09.11.08. Cette édition du SIAO a été retenue pour abriter l'initiative textile bio-équitable. Dans ce cadre un atelier sur les enjeux et stratégies de valorisation locale du coton biologique et équitable en Afrique de l'Ouest est organisé le 30.10.

Dans le cadre du partenariat public-privé Cotton Made in Africa, trois projets pilotes ont été lancés. Parmi les objectifs concrets de ces projets qui doivent favoriser un développement basé sur une culture du coton durable on peut citer le taux des enfants scolarisés, l'utilisation d'eau, d'engrais et de pesticides ainsi que l'accès à des marchés aptes à garantir les bases d'existence des paysans. Pendant la phase pilote qui s'étend jusqu'en 2008, l'équipe du projet Cotton made in Africa a atteint 18.000 petits producteurs au Bénin. Au Burkina Faso la formation de 15.000 producteurs et productrices de coton a commencé et en Zambie un programme d'amélioration des récoltes a été mis sur pied en partenariat avec la compagnie Dunavant (Yield Improvement through Empowerment, Learning and Discipline Programme). D'un autre côté, les engagements pris par les agriculteurs de « Cotton Made in Africa » concernant la lutte contre le travail des enfants ont déjà produit des résultats très concrets et plusieurs écoles ont été construites.

L'organisation de développement néerlandaise SNV travaille avec plusieurs autres organisations (notamment l'ONG Solidaridad et le Royal Tropical Institut) en partenariat avec les organisations de producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour développer un programme d'appui aux producteurs africains et renforcer leur lien avec les marchés européens de coton biologique et équitable.

### Spécifiques à l'agriculture

Lors des recherches effectuées, nous avons identifié toute une série de programmes et projets très intéressants visant la promotion des normes du travail dans des filières agricoles autres que le coton.

### Programmes et projets mis en œuvre au niveau gouvernemental

Au sein du Ministère du travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat malien une cellule nationale de lutte contre le travail des enfants a été mise en place afin d'enclencher un processus d'appropriation nationale des actions de lutte contre le travail des enfants menées par le BIT-IPEC. La CNLTE a pour mission de planifier, coordonner et assurer le suivi des actions de lutte contre le travail des enfants au Mali. A cette fin, la CNLTE réalise les actions suivantes :

- Récolte des informations sur les caractéristiques, la nature, l'ampleur et les facteurs favorisant le travail des enfants,

---

<sup>14</sup> <http://www.siao.bf/>

- Gère une base de données sur les législations applicables,
- Renforce les activités des différents acteurs dans la collecte des informations nécessaires à la planification des actions de lutte contre le travail des enfants,
- Fournit une analyse globale de la situation des enfants en activités,
- Elabore, présente et diffuse auprès du gouvernement des organisations d'employeurs et de travailleurs, des ONG et du public, un rapport national sur le travail des enfants,
- Coordonne, évalue et suit l'ensemble des actions relatives à la lutte contre le travail des enfants et
- Assure le secrétariat du Comité National Directeur d'IPEC.

Etant donnée l'importance du travail des enfants dans l'agriculture et le nombre important de projets et programmes mis en œuvre dans ce domaine au Mali il peut être utile pour une initiative promouvant le travail décent dans l'agriculture de chercher l'attache du directeur de cette cellule.

De manière plus général il est fréquent que les coordinateurs de programmes de lutte contre le travail des enfants du BIT et des programmes du BIT en général aient des liens étroits avec les Ministères compétents. En outre certains des projets et programmes du BIT sont incorporés au dans les stratégies nationales des pays concernés. Dans ce sens, les Ministères du travail burkinabè et malien ont tout deux des plans d'action nationaux de lutte contre le travail des enfants. Comme mentionné dans la première partie de ce document, les deux Ministères sont aussi en train d'élaborer, avec l'aide du BIT-IPEC, une liste des travaux dangereux interdits aux enfants. A cette fin, le Ministère du travail du Burkina Faso a organisé en juillet 2008 un atelier de validation de l'étude sur la détermination des travaux dangereux interdits aux enfants auquel des représentants de départements ministériels, des partenaires sociaux, d'organismes internationaux, d'ONG et d'associations ont pris part<sup>15</sup>. L'implication de l'ensemble de ces intervenants a ainsi permis d'obtenir un document de qualité à la fin des travaux que le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il entendait appliquer de façon effective.

Avec le support du PNUD, plusieurs gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont aussi initié des programmes nationaux « plateformes multifonctionnelles ». Expérimentée au Mali depuis les années 1990 l'approche plate-forme a montré son efficacité dans la lutte contre la pauvreté énergétique en libérant les femmes des villages ruraux des tâches domestiques qu'elles avaient à effectuer en plus de leur travail agricole. Le temps libéré pouvant ainsi être consacré à des ateliers d'alphabétisation et au développement par les femmes d'activités génératrices de revenus variant selon le contexte local. Au début de l'année 2008 la Fondation Bill & Melinda Gates a accordé un don de US\$ 19millions pour le développement de ces plateformes multifonctionnelles dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Sénégal). Ce

---

<sup>15</sup> A noter que l'organisation de cet atelier a bénéficié du soutien technique et financier de l'UNICEF, de la GTZ, de l'ONG Save the Children et du BIT.

financement réparti sur quatre ans contribuera à établir 600 entreprises agricoles en milieu rural. Au Burkina Faso en particulier, le Ministère du travail et du développement économique est très impliqué dans le programme national plate-forme multifonctionnelles dont le budget est de US\$ 10millions et bénéficie entre autres du soutien du PNUD, de la coopération luxembourgeoise et de la fondation Shell.

## **Programmes et projets mis en œuvre par les organisations internationales et intergouvernementales en Afrique de l'Ouest et du Centre**

### **Organisations internationales et intergouvernementales**

Le BIT a mis et continue de mettre en œuvre de nombreux programmes pour lutter contre le travail des enfants au niveau régional. Ces programmes ont des ramifications dans plusieurs pays avec des coordinateurs régionaux chargés de leur application. Les deux programmes les plus importants sont le programme ouest-africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale (WACAP) et le projet sous-régional de lutte contre le trafic des enfants à des fins d'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et du Centre (LUTRENA). De manière plus ou moins directe ces deux programmes s'intéressent à la question du travail et de la traite des enfants dans l'agriculture ouest-africaine.

Le programme WACAP travaille de concert avec les initiatives de l'USAID/STCP et de l'industrie cacaoyère/chocolatière à l'amélioration du bien-être des planteurs de cacao en veillant à ce que le cacao soit cultivé de manière responsable. Les principaux objectifs du programme sont les suivants :

- Le renforcement de capacités : les divers partenaires (du secteur public ou privé) verront leurs capacités renforcées en matière de planification, de mise en œuvre et de surveillance des programmes ayant pour but de lutter contre le travail des enfants
- La protection sociale : les projets sont mis en œuvre dans le but de retirer les enfants du travail et d'éliminer les risques rencontrés sur les lieux de travail en apportant une protection sociale à toute la famille (à travers les microcrédits par exemple).
- Le système de surveillance du travail des enfants : l'évolution de la situation du retrait et de la prévention du travail des enfants doit être contrôlée par le biais d'un système de surveillance crédible, abordable et facilement exploitable.
- La sensibilisation et la mobilisation sociale : la sensibilisation des principaux acteurs (parents, enfants, employeurs, organisations des travailleurs) au problème du travail des enfants, ainsi que leur mobilisation contre ce fléau est un point important du programme.
- La base de connaissances et l'information : le but est la création d'une base de données permettant la mise en place d'un système viable de diffusion de l'information

Parmi les actions mises en place tout au long du projet on peut noter :

- Mise en place du Conseiller technique principal à Accra, Ghana. Il est responsable de la supervision de tous les projets nationaux WACAP.
- Présentation du programme WACAP à toutes les parties prenantes en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Cameroun, en Guinée, au Nigeria.
- Collaboration entre le programme WACAP et le Projet de développement des cultures pérennes (STCP). Les projets nationaux WACAP sont développés sur les sites d'intervention du STCP.
- Développement de matériels de formation en rapport avec la lutte contre le travail des enfants avec l'école de formation des fermiers du STCP.
- Création de comités consultatifs sur les projets WACAP.
- Organisation d'ateliers de formation pour les partenaires, ainsi que les divers acteurs des projets WACAP.

Il est pertinent de souligner que le programme WACAP a récemment publié une série de guides méthodologiques qui synthétisent toute l'expérience acquise durant la mise en œuvre du programme WACAP<sup>16</sup>, y compris les aspects hygiène et sécurité, et vérification (« monitoring ») du travail des enfants. Ces guides sont accompagnés de manuels de formation pour les producteurs et les éducateurs.

Le programme LUTRENA a pour objectif de contribuer à la prévention et l'abolition effective de la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail dans la sous région. A cet effet, le programme vise à :

- Promouvoir un contexte juridique, national et régional, propice à la mise en œuvre d'actions contre la traite des enfants ;
- Renforcer la capacité des organisations gouvernementales et non gouvernementales à s'attaquer au phénomène de la traite des enfants ;
- Lancer des programmes d'action directe relatifs à la prévention et à la réintégration des enfants victimes de la traite ;
- Acquérir une meilleure connaissance en matière de traite des enfants dans la sous-région ;
- Renforcer et favoriser la création de réseaux des acteurs qui combattent la traite des enfants ainsi que des responsables de la mise en œuvre des projets en la matière ;
- Développer la mise en œuvre des mécanismes de coordination et de coopération bi et multilatéraux.

---

<sup>16</sup> ILO 2008, Rooting Out Child Labour From Cocoa Farms:  
[www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=6444](http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=6444)



Parmi les bonnes pratiques et observées on peut noter :

- L'efficacité des techniques de plaidoyer et d'accompagnement technique qui ont abouti à l'adoption de plusieurs lois spécifiques et accords bi et multilatéraux.
- La signalisation d'un système de surveillance et de signalisation communautaire permettant la détection des cas de traite et le retrait des enfants par les autorités compétentes,
- Les mesures d'encadrement et de suivi scolaire qui ont minimisé le taux de rechute des enfants bénéficiaires,
- La valorisation sociale des syndicats de transporteurs permettant d'accroître la détection des cas de traite lors du déplacement d'enfants,
- La mobilisation des acteurs nationaux

Les résultats obtenus ont été importants: plus de 47.000 enfants ont bénéficié des services du projet ; plus de 13.000 enfants victimes de la traite ont été retirés et réinsérés ; plus de 33.000 enfants ont été mis en situation de prévention ; plus de 15.000 parents ont été assistés ; et plus de 150 séminaires et ateliers de formations ont été organisés.

Enfin, parmi les leçons tirées du projet, l'importance d'apporter une réponse multisectorielle et par conséquent des actions concertées, coordonnées et complémentaires des parties prenantes ainsi que la nécessité d'impliquer le niveau politique du secteur de l'éducation sont mises en avant.

Au niveau national ces deux programmes ont des ramifications. Les différents projets nationaux IPEC sont aussi intéressants pour notre étude dans la mesure où ces programmes développent souvent des activités de lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture.

Dans le domaine de la traite des enfants, l'UNICEF au Burkina Faso a mené en 2005 une campagne de sensibilisation et d'information qui a touché près de 2 millions de personnes. En outre, plus de 500 enfants victimes de trafic ont été secourus. Parmi ces enfants 142 qui n'étaient pas Burkinabès ont été rapatriés dans leur pays. Près de 200 enfants victimes de la traite ont par ailleurs intégré l'école ou l'apprentissage.

L'agence FAO a lancé plusieurs initiatives pour appuyer l'application de meilleures pratiques agricoles et pour aider les organisations de producteurs à les mettre en œuvre. Au Burkina Faso notamment, les activités qui ont été conduites afin de promouvoir une agriculture durable et le développement rural incluent le syndicat affilié à l'UITA-IUF, SG. SYNTETH.

L'OCDE, par l'intermédiaire de son Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et avec le soutien de la coopération belge au développement, a lancé en août 2008 une initiative sur le travail des enfants dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest. Cette initiative rassemblera les acteurs impliqués (les gouvernements ouest-africains concernés, les gouvernements des pays membres de l'OCDE qui souhaitent s'impliquer, le secteur privé, les associations de producteurs ouest-

africains, les ONG) visant à stimuler le dialogue entre eux et à identifier des solutions régionales.

### Initiatives internationales privées

En dehors des initiatives privées visant la filière coton, il y a toute une série d'initiatives privées travaillent à améliorer les normes du travail dans d'autres filières agricoles, surtout le cacao.

L'International Cocoa Initiative (ICI) a fondé son action sur la croyance qu'une intervention extérieure ne saurait à elle seule venir à bout des pratiques de travail abusives. Selon ICI il importe de répondre aux besoins locaux et d'impliquer les communautés dès le départ, pour qu'elles soient, en fin de compte, celles par qui le changement arrive. L'ICI travaille en collaboration avec des ONG locales, qui agissent en tant qu'agences d'exécution et mettent en œuvre les activités de terrain. L'ICI travaille actuellement avec 5 agences en Côte d'Ivoire et 9 au Ghana. En collaboration avec les communautés, l'ICI a conçu un dispositif destiné à sensibiliser les planteurs et les chefs de communauté aux pratiques de travail abusives et à les aider à définir par quels moyens ils peuvent y mettre un terme. Dès le départ, chaque communauté établit un plan d'action afin de veiller à ce que les enfants ne participent plus à des travaux dangereux; elle prévoit également un mécanisme afin de découvrir et de venir en aide aux enfants victimes de trafic, détermine comment investir dans l'éducation et la jeunesse et réfléchit à un cadre propice pour que ces changements s'inscrivent dans la durée.

Lors de sa phase pilote, les résultats suivants ont été atteints :

- Dans 87.5% des communautés, les enfants ne sont plus impliqués dans la pulvérisation du cacao ;
- 79% des communautés ont pris des mesures pour réduire le poids que les enfants portent ;
- Dans toutes les communautés, les parents et tuteurs ont commencé à fournir des vêtements protecteurs aux enfants qui les accompagnaient aux champs ;
- 83% des communautés ont pris des mesures empêchant les enfants de casser des cabosses à l'aide d'une machette ;
- Dans 87.5% des communautés, la coopération traditionnelle du travail a été réactivée, permettant par ce faire aux enfants de retourner à l'école ;
- 87.5% des communautés ont officiellement fait une demande pour obtenir un poste de professeur, 54% en ont été doté ;
- 54% des communautés ont employé des professeurs supplémentaires, les payant directement.

Trois fois par an, l'ICI rédige un rapport d'activité de l'initiative. Selon le rapport d'activité du premier trimestre 2008, les agences d'exécution de l'ICI ont organisé 1204 réunions au sein des communautés, au Ghana et en Côte d'Ivoire, touchant et sensibilisant plus de 39,000 membres de ces communautés sur les questions du travail des enfants et de ses conséquences. Le rapport d'activité mentionne aussi les difficultés rencontrées concernant l'élargissement de son

programme pilote axé sur les communautés en Côte d'Ivoire et la nécessité de revoir le cadre stratégique dont les axes et les objectifs sont formulés ci-dessous :

Axes stratégiques	Objectifs
Faire mieux connaître et soutenir l'ICI dans sa mission.	L'ICI bénéficie d'une reconnaissance, d'un soutien total et des ressources adaptées pour réaliser sa mission à long terme.
Renforcer la base de connaissance grâce à la recherche et à l'échange d'informations.	Des recherches dans des domaines fondamentaux et des données quant aux résultats du programme de l'ICI servent de fondement à d'autres initiatives.
Étayer et reproduire des modèles destinés à prévenir et éliminer les PFTE dans les communautés cacaoyères.	Les interventions de l'ICI témoignent d'un réel impact et sont reproduites par d'autres intervenants.
Soutenir les gouvernements, les institutions nationales et les filières de production locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures et de programmes adaptés et dans l'application des dispositions légales.	De grands acteurs à l'échelle nationale se montrent actifs et soutiennent le changement.
Appuyer la mise en place d'un système d'éducation et de formation adapté, et de qualité, pour les enfants des communautés cacaoyères.	Les modèles éducatifs mis en place dans les zones d'intervention de l'ICI témoignent d'une éducation de qualité pour tous.
Appuyer la mise en place de services de protection sociale adaptés pour les victimes de trafic et de travail forcé.	Des modèles efficaces et reproductibles sont créés pour détecter, secourir et réinsérer des victimes au sein des zones prioritaires.

D'après ICI, rapport d'activité au premier trimestre 2008

Dans le cadre de l'axe stratégique 3 (*Étayer et reproduire des modèles destinés à prévenir et éliminer les PFTE dans les communautés cacaoyères*) trois nouveaux projets ont été mis en place touchant 74 communautés. En Côte d'Ivoire, le programme de l'ICI désormais en place touche 100 communautés au total. Dans le cadre de l'axe stratégique 4 (*Soutenir les gouvernements, les institutions nationales et les filières de production locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures et de programmes adaptés et dans l'application des dispositions légales*) le rapport fait état du succès du programme de formation des forces de sécurité lancé en 2007 qui a porté ses fruits ; en 203 enfants ayant été interceptés le long de grandes voies de transit. Quant au programme de formation des agents de la police criminelle il a dû être complété afin d'atteindre des agents opérant le long de deux autres voies de transit très fréquentées, raison pour laquelle deux ateliers ont été organisés en février 2008, l'un à Yamoussoukro et l'autre à Dimbokro ; 60 policiers supplémentaires ont ainsi pu être formés. À ce jour, 197 agents au total ont bénéficié d'une formation. Enfin, une réunion a également été organisée en février 2008 à Abidjan avec les représentants de la société africaine de Cacao (SACO) afin de préparer la formation des coopératives affiliées à SACO. L'objectif est de faire en sorte que les dirigeants des coopératives s'engagent activement dans la lutte contre le travail des enfants et dotent à leur tour leurs membres des outils nécessaires pour ce faire.

De son côté, la World Cocoa Foundation met en place un système de certification afin de s'assurer que les meilleures pratiques de travail sont mises en place dans les exploitations de cacao. Le système s'appuie sur les rapports de certification publiés par les gouvernements qui fournissent des informations sur les conditions de travail dans la filière cacao. Des programmes visant à aider les enfants et leurs familles à remédier aux problèmes soulevés dans ces rapports sont ensuite mis en œuvre. Enfin, un système de vérification robuste assure l'intégrité du processus de certification. En 2007 les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana ont publié leurs premiers rapports de certification qui se basent sur des visites de terrains dans des centaines d'exploitation effectuées par des contrôleurs formés. Selon World Cocoa Foundation, en 2008, ces deux pays devraient avoir mis en place le système de certification dans un nombre d'exploitation représentant plus de 50% de la production nationale de cacao

Dans le cadre de sa mission d'évaluation de la crédibilité des rapports nationaux de certification publiés par les Gouvernements des pays focaux travaillant avec la World Cocoa Foundation (Côte d'Ivoire et Ghana), l'ICVB a sélectionné FAFO Institute for Applied International Studies (Norvège) et Khulisa Management Services pour conduire des vérifications et un rapport préliminaire a été publié juin 2008<sup>17</sup>. Ces vérifications devaient inclure entre autres,

- Déterminer si des objectifs de recherches et des résultats anticipés (estimation du nombre d'enfants engagés dans l'agriculture, astreints aux pires formes etc.) ont conduit le processus de recherche ; examiner l'effectivité des méthodes de recherches et la validité des instruments utilisés ; évaluer les techniques statistiques utilisées et la façon de les analyser ; évaluer les visites de terrains etc.,
- Conduire des études représentatives dans les communautés couvertes par les rapports pour vérifier les résultats et les conclusions des rapports nationaux,
- Faire des recommandations et proposer des stratégies pour de futures activités de vérification

Le programme du cacao UTZ CERTIFIED se trouve actuellement dans sa première phase de développement. Les partenaires du programme ont travaillé au développement d'un code de conduite pour la production de cacao durable, avec divers acteurs de la filière cacao et des organisations non gouvernementales locales et internationales. Cet avant-projet de code a été ouvert à la consultation du public en février et mars et testé dans des programmes pilotes en Côte d'Ivoire. Dans le même temps, UTZ CERTIFIED a développé une capacité sur le terrain en étroite collaboration avec son partenaire à l'origine, le Certification Support Network (CSN) - Réseau d'Aide à la Certification (à la base duquel se trouve l'ONG néerlandais Solidaridad). Avant la fin de l'année 2008 UTZ CERTIFIED compte avoir formé les premiers agronomes et certificateurs indépendants et pouvoir commencer à mettre en application le code définitif fin 2008/début 2009 en Côte d'Ivoire.

---

<sup>17</sup> [www.cocoaverification.net/Docs/Preliminary\\_verification\\_activity\\_report\\_June\\_19.pdf](http://www.cocoaverification.net/Docs/Preliminary_verification_activity_report_June_19.pdf)

L'idée générale de l'école de formation des fermiers/producteurs STCP est de réunir les producteurs pour parler des problèmes auxquels ils font face dans la culture du cacao et de rechercher avec eux des solutions. Dès 2002, USAID a élargi le champ d'application du programme STCP<sup>18</sup> pour inclure la lutte contre le travail des enfants dans son programme pilote pour l'école de formation des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Cameroun. Chaque session de formation est dispensée par des formateurs sélectionnés par les organisations de producteurs à un nombre limité de producteurs (30 maximum) afin d'assurer une efficacité maximale. Ce module de formation, développé avec l'aide du BIT-WACAP, comprend la sensibilisation à trois des principales activités qui constituent une pire forme de travail des enfants, à savoir :

- Le transport de charges lourdes
- L'utilisation de machettes
- L'application de pesticide

Mais la sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants ne constitue qu'une petite partie du curriculum dispensé par le programme STCP qui se concentre principalement sur les techniques durables d'amélioration de la production (bonnes pratiques agricoles, problèmes liés à la production du cacao, application de pesticides et effet des pesticides sur les insectes). Cependant, selon une étude réalisée par la STCP au Ghana en 2005, l'élément sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants avaient permis le retrait du travail de 540 enfants dans la région de Atwima et avait conduit à une forte augmentation du taux d'inscription à l'école.

Au Burkina Faso, SASA a mené un audit-pilote intégré IFOAM-FLO (bio-équitable) dans la filière mangue<sup>19</sup>. L'audit s'est déroulé en juin 2003 au Burkina-Faso, auprès d'un groupe de producteurs de mangues. Ce groupe de producteurs était certifié à la fois Commerce Equitable et production biologique. L'ambition de cet audit consistait à identifier les possibilités d'intégration de ces deux systèmes de certification, y compris les possibilités d'aboutir à un audit intégré. Parmi les personnes présentes, il y avait deux représentantes de FLO ainsi que des représentants de SAI (Social Accountability International) et de SAN (Sustainable Agriculture Network) à titre d'observateurs. L'audit s'est intéressé aux possibilités de coopérations futures entre FLO et IFOAM ainsi qu'aux points de convergence existant dans le processus de certification dans le but de supprimer les redondances et de réduire le travail et les coûts inhérents à l'inspection.

---

<sup>18</sup> [www.iita.org/cms/details/STCPno3.pdf](http://www.iita.org/cms/details/STCPno3.pdf)

[www.cocoafarming.org.uk/pdf/cocoafarming\\_update3.pdf](http://www.cocoafarming.org.uk/pdf/cocoafarming_update3.pdf)

<sup>19</sup> [www.isealliance.org/document/docWindow.cfm?fuseaction=document.viewDocument&documentid=33&documentFormatId=39](http://www.isealliance.org/document/docWindow.cfm?fuseaction=document.viewDocument&documentid=33&documentFormatId=39)

Mais l'un des objectifs de l'audit pilote était surtout d'étudier l'applicabilité des normes sociales au contexte particulier de la société burkinabè. A ce titre, les participants à l'audit se sont attachés à évaluer les possibilités d'adaptation de la norme de base (*IFOAM Basic Standards*) d'IFOAM et de la norme FLO. L'équipe d'audit s'est entendue pour reconnaître que l'application optimale d'une norme sociale dépend en grande partie de la bonne connaissance des conditions de vie qui prévalent dans un pays donné. Dans le but d'assurer le succès de cet audit, un forum de discussion en ligne avait été mis en place antérieurement. Ce forum avait permis à l'équipe d'audit de bénéficier du retour et des réflexions de différentes parties prenantes locales ou non sur les questions essentielles relatives aux conditions particulières de la production de mangues au Burkina-Faso et sur l'application des systèmes de certification environnementale et sociale aux systèmes de production agricole de l'Afrique de l'Ouest. Par la suite, une rencontre a été organisée entre les parties prenantes locales et l'équipe d'audit. L'audience se composait de représentants d'associations de producteurs, de diverses ONG, de représentants d'IFOAM en provenance du Togo et du Bénin (en plus des représentants d'IFOAM que comprenait l'équipe d'audit).

Depuis 2003 l'Agence Canadienne de Développement Internationale travaille avec l'ONG Save the Children en faveur de la lutte contre la traite des enfants en Afrique de l'Ouest<sup>20</sup>. Avec Save the Children, l'ACDI travaille à sensibiliser les parents, communautés et politiques aux dangers auxquels sont exposés les enfants migrants. Dans ce sens, Save the Children a organisé une campagne cinéma qui a touché plus de 42.000 enfants et 1440 spots de radio ont été diffusés afin de fournir des informations sur les dangers du trafic des enfants et de la migration. Des comités de jeunes et des associations collectives locales ont également été mis en place pour comprendre, sensibiliser, éduquer mais aussi réfléchir de manière proactive sur le phénomène de la traite des enfants. En outre, 40 relais-enfants ont été installés dans de nombreuses localités et permettent aux enfants de venir trouver refuge s'ils se sentent en danger dans leur lieu de travail ou leur environnement éducatif. Dans ces relais l'enfant peut prendre conseil et trouver une marraine qui intercédera en sa faveur auprès de son employeur, de son enseignant ou de sa famille. Ce programme a eu de bons résultats avec notamment une diminution sensible du phénomène de la traite d'enfants dans certaines collectivités des zones rurales du Mali et du Burkina Faso. En outre, selon Save the Children, le travail pratique avec les communautés et autorités nationales partenaires devrait permettre à 85.000 enfants ivoiriens d'aller à l'école. Toutefois, l'ONG constate qu'un dialogue avec les plus hautes autorités politiques du pays est nécessaire pour identifier et renforcer l'intérêt des décideurs des pays d'Afrique de l'Ouest à éradiquer la traite des enfants.

---

<sup>20</sup> [www.stopthetraffik.org/getinvolved/act/chocolate/give.aspx](http://www.stopthetraffik.org/getinvolved/act/chocolate/give.aspx)  
[www.maliweb.net/category.php?NID=32913&intr=#](http://www.maliweb.net/category.php?NID=32913&intr=#)

Afin de sensibiliser à la question de la traite des enfants en vue de l'exploitation de leur travail au Mali<sup>21</sup> l'ONG Plan International de son côté a élaboré un programme radio éducatif diffusé sous forme de sketches en Français et en Bambara. Beaucoup d'autres programmes ont été élaborés sur une grande variété de sujets (dont l'exploitation économique des enfants) dans de nombreuses langues locales parlées en Afrique de l'Ouest et du Centre (Kissi, Kpelém Maninka, Pulaar, Sussu, Toma, Criolo, Joola, Serère, Wolof, Cocoli, Kabye, Mina etc.). L'ONG utilise aussi d'autres médias tels que la bande dessinée, la musique ou la vidéo.

### **Les activités mis en œuvre par les acteurs locaux**

En 2007 le Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) a entrepris une étude, avec le soutien d'ENDA, dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Bénin et Niger) pour évaluer l'impact de ses actions, mieux comprendre les perceptions des enfants de leurs parents et des autorités (et développer leur valeur ajoutée), dans la réduction des risques liés à la mobilité des enfants. Sur la base de cette étude, MAEJT a développé une initiative pour prévenir l'exode et la traite des enfants en Afrique de l'Ouest se concentrant sur le Togo, la Guinée et le Sénégal. Les enfants et jeunes travailleurs membres du mouvement ont organisé des ateliers de sensibilisation et d'information dans près de 150 villages sur les risques liés à l'exode et ont aidé les communautés à développer leurs propres solutions pour combattre ce phénomène. En outre, conscient que la coopération avec les autres acteurs locaux est essentielle, le Mouvement cherche toujours à développer le partenariat et participe aux campagnes que ses partenaires organisent.

## **II. Exemples de pratiques visant la promotion du travail décent dans le secteur agricole des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre**

### **Les activités de sensibilisation**

En Afrique de l'Ouest et du Centre, l'extrême pauvreté, l'analphabétisme et la prévalence du travail des enfants dans l'agriculture conduisent beaucoup de programmes et projets de promotion du travail décent à mettre les activités de sensibilisation et notamment de sensibilisation au travail/traite des enfants au cœur de leurs dispositifs.

Ces activités peuvent prendre des formes extrêmement variées qui vont de la diffusion de spots radiophoniques à l'organisation de match de football et la distribution de T-shirts.

AMADIP	<ul style="list-style-type: none"><li>• Développement, en association avec l'ARCOM d'un programme de sensibilisation à la question de l'accès à l'éducation</li><li>• Organisation de trois ateliers de travail sur les pires formes de travail des enfants dans la filière coton et sur les lois applicables dans ce domaine.</li></ul>
BIT-WACAP	<ul style="list-style-type: none"><li>• Atelier de sensibilisation touchant plus de 25.000 personnes utilisant le réseau de l'école de formation des fermiers</li></ul>

<sup>21</sup> [www.plan-childrenmedia.org/spip.php?page=mediacenter&id\\_article=765&id\\_rubrique=1](http://www.plan-childrenmedia.org/spip.php?page=mediacenter&id_article=765&id_rubrique=1)



CNPM & CMDT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traduction des Convention International de l'OIT 138 et 182 dans les langues nationales</li> <li>• Emission radiophonique</li> <li>• Organisation de matchs de football et de concert</li> <li>• Distribution d'affiches et de T-Shirt</li> </ul>
ICI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation au cours du premier trimestre 2008 de 1204 réunions au sein des communautés touchant et sensibilisant 39.000 membres sur les questions de travail des enfants et ses conséquences.</li> <li>• Grace au soutien d'ICI, les leaders communautaires ont utilisé à bon escient la radio locale existante pour sensibiliser les populations. En conséquence, les enfants portent toujours certaines charges, mais adaptées à leurs âges et à leurs forces. Egalement, les enfants vont chercher l'eau une journée avant les pulvérisations d'engrais et de pesticides, ce qui fait qu'ils ne sont plus exposés à la pulvérisation du cacao.</li> </ul>
MAEJT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enfants et jeunes travailleurs membres du mouvement ont organisé des ateliers de sensibilisation et d'information dans près de 150 villages sur les risques liés à l'exode</li> </ul>
Plan International	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes radio éducatif diffusé sous forme de sketches en Français et en Bambara pour sensibiliser au phénomène de la traite.</li> <li>• Diffusion de bandes dessinées pour sensibiliser à l'exploitation économique des enfants</li> <li>• Dans le même sens, utilisation d'autre média (TV, Musique etc.)</li> </ul>
Save the Children	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Save the Children a organisé une campagne cinéma qui a touché plus de 42.000 enfants et 1440 spots de radio ont été diffusés afin de fournir des informations sur les dangers du trafic des enfants et de la migration.</li> <li>• Save the Children a aidé à mettre en place des comités de jeunes et des associations collectives locales pour comprendre, sensibiliser, éduquer et réfléchir de manière proactive sur le phénomène de la traite des enfants.</li> </ul>
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne de sensibilisation au phénomène du trafic touchant près de 2 millions de personnes</li> </ul>

### Les activités de renforcement des capacités

Les activités de renforcement des capacités sont centrales dans de nombreux programmes. Elles visent à assurer la durabilité du projet ainsi que, dans une certaine mesure sa (trans)portabilité. On a distingué, ci-dessous, les activités visant la formation (à l'intention des producteurs), la scolarisation et l'alphabétisation (surtout des femmes et des enfants) et les activités de renforcement des capacités des communautés dans leur ensemble.

#### Formation

BIT-LUTRENA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de 150 séminaires et ateliers de formation</li> </ul>
CMDT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encadrement technique des producteurs en zone de coton équitable pour les aider à respecter la charte sur la qualité du coton malien en commerce équitable</li> </ul>
Cotton Made in Africa	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de 15.000 producteurs de coton burkinabè à l'utilisation d'eau, d'engrais et de pesticide mais aussi à l'importance de scolariser les enfants.</li> </ul>
ICI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue et sensibilisation en utilisant une approche participative.</li> <li>• Discussion en groupe focus</li> <li>• Rencontres avec les leaders communautaires</li> <li>• Définition et mise en œuvre du plan d'action communautaire pour lutter contre le travail des enfants</li> <li>• L'ICI a également contribué à la formation de 197 agents de police à l'application des dispositions légales dans le domaine de la traite des enfants ayant permis d'intercepter plus de 200 enfants.</li> </ul>
Max Havelaar	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de réunions avec les producteurs de coton pour présenter les standards du commerce équitable</li> <li>• Appui aux OP coton : capacité interne, négociation</li> </ul>
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre d'une campagne d'information, UNICEF a aussi permis à 200 enfants de</li> </ul>

	réintégrer l'école ou de commencer un apprentissage.
STCP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avec l'aide du BIT-WACAP, STCP a intégré la lutte contre le travail des enfants dans son programme pilote pour l'école de formation de producteurs de cacao. Ce module comprend la sensibilisation aux trois des principales activités qui constituent une pire forme de travail des enfants, à savoir : le transport de charges lourdes ; l'utilisation de machette ; l'application des pesticides</li> <li>Ce module est intégré à un cursus de formation ouvert à 30 producteurs par session et est centré sur les techniques durables d'amélioration de la production délivré par des formateurs sélectionnés par les organisations de producteurs et ayant eux-mêmes reçu une formation de maîtres formateurs.</li> </ul>

### Scolarisation et alphabétisation

ICI	A Seykyere Frobo (Ghana) remise d'une bourse communautaire de US\$950 qui a permis de rallonger l'électricité jusqu'à l'école permettant de faciliter la présence des élèves à l'école après la nuit tombée. Cela a engendré une nette amélioration du taux de réussite à un examen local le BECE. L'assemblée départementale a aussi décidé, après avoir reçu le plan d'action communautaire, la mise en œuvre de projets tels que la construction de toilettes de six classes et d'une bibliothèque
Max Havelaar	Au Mali par exemple l'augmentation de revenu et la prime commerce équitable ont permis aux producteurs de la région de Djidjan de se procurer des fournitures scolaires et des vêtements et de payer les salaires des instituteurs. A Dougourakorini une école a été construite et aujourd'hui 100% des enfants sont scolarisés.
Plateformes Multifonctionnelles	Atelier d'alphabétisation des femmes

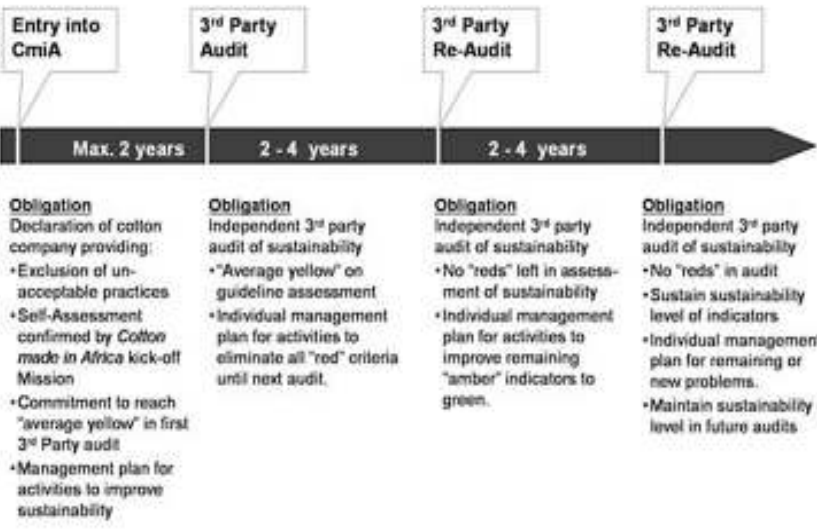
### Renforcement des capacités des communautés

ICI	<ul style="list-style-type: none"> <li>A Seykyere Frobo (Ghana) remise d'une bourse communautaire de US\$950 qui a permis de rallonger l'électricité jusqu'à l'école permettant de faciliter la présence des élèves à l'école après la nuit tombée. Cela a engendré une nette amélioration du taux de réussite à un examen local le BECE. L'assemblée départementale a aussi décidé, après avoir reçu le plan d'action communautaire, la mise en œuvre de projets tels que la construction de toilettes de six classes et d'une bibliothèque</li> </ul>
Max Havelaar	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les organisations de producteurs reçoivent une prime de développement pour financer des projets décidés par la communauté</li> </ul>
Save the Children	<ul style="list-style-type: none"> <li>Save the Children a aidé à mettre en place des comités de jeunes et des associations collectives locales pour comprendre, sensibiliser, éduquer et réfléchir de manière proactive sur le phénomène de la traite des enfants.</li> <li>40 relais-enfants ont été installés dans de nombreuses localités et permettent aux enfants de venir trouver refuge s'ils se sentent en danger dans leur lieu de travail ou leur environnement éducatif.</li> </ul>

### Les activités de contrôle / vérification / certification

En introduction il convient de rappeler que les inspections du travail des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre souffrent du manque de moyens matériels et humains et des formations adéquates pour pouvoir mener à bien leur mission de conseil et de contrôle notamment dans un secteur largement caractérisé par l'informalité et où les frontières entre travailleurs soumis ou non à la réglementation du travail sont floues. Dans ce contexte la volonté exprimée du Ministre du travail du Burkina Faso de donner un rôle prépondérant aux directeurs régionaux du travail dans l'application de la nouvelle liste des travaux dangereux interdits aux enfants

restera sans effet, à moins que des moyens matériels et humains significatifs ne soient mis en œuvre. Par conséquent, il est important d'aborder dans cette partie les différentes sortes de contrôle / vérification / certification mises en œuvre par les initiatives privées.

Cotton Made in Africa	<p>Les aspects essentiels du système de contrôle de l'initiative peuvent se résumer ainsi:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Auto-évaluation</li> <li>• Vérification sur champ (travail avec un « partenaire de certification »)</li> <li>• Traçage tout au long de la chaîne de valeur</li> </ul>  <p><b>Obligation</b> Declaration of cotton company providing:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Exclusion of unacceptable practices</li> <li>• Self-Assessment confirmed by Cotton made in Africa kick-off Mission</li> <li>• Commitment to reach "average yellow" in first 3<sup>rd</sup> Party audit</li> <li>• Management plan for activities to improve sustainability</li> </ul> <p><b>Obligation</b> Independent 3<sup>rd</sup> party audit of sustainability</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• "Average yellow" on guideline assessment</li> <li>• Individual management plan for activities to eliminate all "red" criteria until next audit.</li> </ul> <p><b>Obligation</b> Independent 3<sup>rd</sup> party audit of sustainability</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• No "reds" left in assessment of sustainability</li> <li>• Individual management plan for activities to improve remaining "amber" indicators to green.</li> </ul> <p><b>Obligation</b> Independent 3<sup>rd</sup> party audit of sustainability</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• No "reds" in audit</li> <li>• Sustain sustainability level of indicators</li> <li>• Individual management plan for remaining or new problems.</li> <li>• Maintain sustainability level in future audits</li> </ul>
ICVB	<p>Vérification des rapports gouvernementaux publié dans le cadre de la World Cocoa Foundation en utilisant des chercheurs indépendants chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminer si des objectifs de recherches et des résultats anticipés (estimation du nombre d'enfants engagés dans l'agriculture, astreints aux pires formes etc.) ont conduit le processus de recherche ; examiner l'effectivité des méthodes de recherches et la validité des instruments utilisés ; évaluer les techniques statistiques utilisées et la façon de les analyser ; évaluer les visites de terrains etc.,</li> <li>• Conduire des études représentatives dans les communautés couvertes par les rapports pour vérifier les résultats et les conclusions des rapports nationaux,</li> <li>• Faire des recommandations et proposer des stratégies pour de futures activités de vérification</li> </ul>
SASA	<p>A conduit un audit-pilote intégré en 2003 au Burkina Faso afin d'évaluer la possibilité de mener un audit biologique et équitable intégré<sup>22</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un des points les plus intéressants soulevé par de cet audit SASA, concernait la manière dont le Système de Contrôle Interne (SCI) pour la certification biologique pouvait être utilisé pour attirer l'attention et former les producteurs aux questions sociales. Dans les cas où une coopérative/un groupe de producteurs est certifié à la fois Commerce Equitable et agriculture biologique, le SCI peut servir de canal par lequel les principes du Commerce Equitable peuvent être explicités aux producteurs au niveau du village.</li> </ul>
World Cocoa Foundation	<p>Le système de vérification mis en œuvre par la World Cocoa Foundation comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Publication de rapports de certification par les gouvernements qui fournissent des</li> </ul>

<sup>22</sup>[www.isealalliance.org/document/docWindow.cfm?fuseaction=document.viewDocument&documentid=33&documentFormatId=39](http://www.isealalliance.org/document/docWindow.cfm?fuseaction=document.viewDocument&documentid=33&documentFormatId=39)

	informations sur les conditions de travail dans la filière cacao. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mis en œuvre de programmes visant à aider les enfants et leurs familles à remédier aux problèmes soulevés dans ces rapports</li> <li>• Système de vérification extérieur robuste assure l'intégrité du processus de certification.</li> </ul>
UTZ Certified	Espère avoir formé les premiers agronomes certificateurs indépendants pour pouvoir mettre en application le code de conduite pour la production de cacao durable

### III. Indicateurs

L'initiative *Cotton Made in Africa* a développé cinq indicateurs mis au point par l'université néerlandaise de Wageningen pour faciliter l'évaluation du développement durable dans ces les trois domaines d'action de l'initiative (social, environnemental économique). Trois couleurs permettent de se repérer plus aisément, à la manière de 'feux de signalisation' : le rouge désigne des valeurs et situations qui ne peuvent être acceptées. Orange : on est sur la bonne voie, mais des progrès sont encore à faire. Si les indicateurs sont dans le vert, les objectifs de durabilité sont atteints.

Avant toute chose, les critères ci-après, dits prohibitifs, doivent être respectés :

- Les pires formes de travail des enfants et le trafic des personnes sont interdits
- Le travail forcé est interdit
- La liberté d'association est respectée

Par la suite *Cotton Made in Africa* fournit toute une série d'indicateurs sociaux opérationnels utilisant un code couleur (rouge, jaune et vert) afin d'évaluer la mise en œuvre d'un certain nombre de principes (éducation des enfants, liberté d'association et de négociation collective, contrats écrits, formation pour améliorer les compétences des producteurs). Ainsi, la possibilité d'avoir une éducation de base est, pour l'initiative, un indicateur important de durabilité. Cela est vrai en particulier dans l'agriculture car seule un alphabète peut comprendre les notices d'emploi lors d'applications de pesticides et protéger ainsi sa santé et l'environnement.

Implementation Objective		Bemerkungen	Criteria & Traffic Light Assessment		
Category	Principle		Green (Good/ sustainable)	Yellow (Improvements necessary)	Red (not sustainable)
Children	Safeguard children's education	Gleich	Primary school attendance of children from CmiA-farmers is $\geq 20\%$ higher than that of non-collaborating farmers.	Primary school attendance of children from CmiA-Farmers equals attendance of children from non-collaborating farmers.	Primary school attendance of children from CmiA-Farmers is below that of non-collaborating farmers.
CmiA Farmers	Freedom of association	Gleich	Institutional structures represent more than 50% of CmiA farmers.	Right to found, belong to and to be represented by an independent organization of free choice is accepted.	Founding and building of farmer organizations is not accepted.
	Freedom of bargaining	Gleich	Due to a competitive market situation, $> 75\%$ of farmers can choose between pre-financing cotton buyers.  Alternatively, Collective bargaining results are respected by all CmiA-farmers and by the ginneries.	$> 50\%$ of farmers have access to competing pre-financing cotton buyers.  Alternatively, Farmers' organizations are bargaining collectively.	$< 50\%$ cotton farmers have access to competing pre-financing cotton buyers.  The right of collective bargaining is ignored.
	Written contracts	Gleich	All farmers/ farmer groups (GPC's) receive written contracts on input supply and cotton sales (with ginneries or their appointed agents) and both sides respect contracts.	Informal but transparent contractual agreements are used and respected by both sides.	Farmers do not receive any kind of contractual agreement. Farmers and/or ginneries do not respect contractual agreements.
	Training to improve farmer's skills and capacities	Downgrade, da Dunavant mit seinem Yildprogramm nur 50% der Kleinbauern erreicht.	$> 75\%$ of CmiA-farmers receive training to apply good agricultural practices in cotton production.	$> 50\%$ of CmiA-farmers receive training to apply good agricultural practices in cotton production.	$< 50\%$ of CmiA-farmers receive training to apply good agricultural practices in cotton production.
General	Aids prevention	Gleich, Kriterium ist aber strenger formuliert!	A specific company policy and active programs encourage AIDS-prevention and secure awareness of farmers, employees and communities of HIV/ AIDS.	Company follows a policy to raise awareness of farmers and employees towards HIV/ AIDS and AIDS prevention	There is no policy in place to raise awareness about HIV/ AIDS.

D'après : « Cotton Made in Africa – Rules, Guidelines and Criteria for production and processing of sustainability-oriented cotton from African smallholder farmers »

Il convient de noter toutefois que les indicateurs sur la « liberté d'association et de négociation » n'ont été conçu qu'à l'intention des petits producteurs et ne prennent donc pas en compte les situations dans lesquelles ces petits producteurs utilisent de la main d'œuvre.

## Liste des sigles et abréviations

AMADIP	Association Malienne pour le Développement Intégré et Participatif
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
ARCOM	Alliance des Radios Communautaires
BIT	Bureau International du Travail
BIT-ACT/EMP	Bureau des activités pour les employeurs
BIT-IPEC	Programme international pour l'élimination du travail des enfants du BIT
BIT-LUTRENA	Projet sous-régional de lutte contre le trafic des enfants à des fins l'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et du Centre
BIT-WACAP	Programme ouest-africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
CNLTE	Cellule nationale de lutte contre le travail des enfants
CNPB	Conseil National du Patronat Burkinabè
CNPM	Conseil National du Patronat Malien
CSTM	Confédération Nationale de Travailleurs Malien
EJF	Enfants et Jeunes Travailleurs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNAPEM	Fédérations membres de ces confédérations, on peut citer la fédération des agriculteurs, planteurs, éleveurs et maraîchers
ICI	International Cocoa Initiative
IUTA-IUF	Union international des travailleurs de l'agriculture de l'agroalimentaire et de l'hôtellerie
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSL	Organisation Nationale des Syndicats Libres
PNUD	Agence de Nations Unies pour le Développement
SASA	Social Accountability in Sustainable Agriculture
SNV	Netherlands Development Organisation
STCP	Sustainable Tree Crops Program
SYNAPE	Syndicat national de la production et de l'environnement
SYNAPRO	Syndicat national malien de la production
SYNATRAG	Syndicat national des travailleurs de l'agriculture
UNICEF	Fonds des Nation Unies pour l'Enfance
UNTM	Union Nationale des Travailleurs Malien